

MADAGASCAR BRÛLER LA FORÊT POUR SURVIVRE

le Q
11/10/2016

L'impossible équation des paysans malgaches

La culture sur brûlis utilisée par les paysans malgaches est une des causes de la déforestation dans la Grande île. Dans le sud, des villageois tentent de changer leurs habitudes. Reportage.

« La dernière fois, j'ai brûlé une surface à peu près de cette taille ». Dans son hameau au sud de Madagascar, Mihareta Laivao montre la parcelle de forêt, l'équivalent d'un terrain de football, qu'il reconnaît avoir détruite pour cultiver ses plantations. « Je ne possède pas de terrain dans la vallée, alors je suis obligé de déboiser », explique ce père de famille de 41 ans, tête baissée. « Je n'ai pas le choix, sans ça je ne peux pas survivre ».

A la lisière du parc national du même nom classé au patrimoine mondial de l'Unesco, la population de Ranomafana vit quasi-exclusivement de l'agriculture de subsistance. Sur une piste défoncée, de longs panaches de fumée blanche viennent voiler le ciel bleu. C'est le résultat du « tavy », la culture sur brûlis qui détruit la forêt primaire de cette région reculée de la Grande île. Au milieu de la campagne pelée par des décennies de « tavy », seules quelques crêtes montagneuses encore verdoyantes et arborées témoignent du luxuriant passé de la région.

« Il y a dix ans, il y avait encore des forêts sur la moitié des flancs de montagne. Aujourd'hui, il n'y a presque plus rien », déplore Jean Doine Raifetra, le maire de la commune de Ranomafana qui regroupe 22 000 habitants éparpillés sur plusieurs hameaux.

Aujourd'hui, les paysans subissent de plein fouet les conséquences de leurs pratiques. Avec la déforestation, les cours d'eau des montagnes sont à sec et ne peuvent plus irriguer suffisamment les cultures des plaines, poussant les villageois à déboiser encore davantage pour trouver des terres fertiles.

Du haut de la colline qui surplombe son village, Jean Realy montre sa rizière asséchée en



Les paysans malgaches exploitent la forêt pour survivre.

contrebas. Habituellement, il parvient à produire 8 ou 9 sacs de riz par an. Mais cette année, il risque la saison blanche. « A cause de la déforestation, la source s'est tarie. Dans les années 80, en septembre on avait encore de l'eau jusqu'à hauteur de hanche », déplore-t-il les deux pieds bien au sec dans sa rizière. Désormais, il compte sur les précipitations habituellement rares dans cette région pour éviter la famine tant redoutée.

Reboisement

Et avec son budget annuel de 100 ariary (3 centimes d'euros) par habitant, la commune de Ranomafana est bien incapable de mettre en place des projets de sauvegarde de l'environnement.

Plusieurs ONG, en partenariat avec l'Agence française de développement (AFD) notamment, pilotent cependant un programme de conservation des forêts dans

la région (PHCF). Lancé en 2008, ce projet de 4 millions d'euros a notamment permis de créer dans une vingtaine de villages du sud de la Grande île des « communautés de base » (Coba) pour délimiter des centaines d'hectares de territoire où toute déforestation est rigoureusement interdite.

« Sans la forêt, ce sont toutes les facettes de la vie des agriculteurs qui vont disparaître », explique Matthieu Baehrel de l'ONG EtcTerra qui coordonne le programme.

« Si on ne protège pas les forêts en amont, la productivité agricole diminue en aval. Une fois que ce lien est fait dans la tête des gens, c'est plus facile d'agir là-dessus », plaide Hélène Gobert, chargée des projets développement rural et environnement à l'AFD à Madagascar. Plusieurs projets accompagnent aussi les Coba, à la fois pour proposer des alternatives agricoles et améliorer les conditions de vie grâce par exemple au reboisement. La forêt, déjà victime des pra-

tiques agricoles, est aussi une cible de choix pour les villageois qui exploitent le bois. En quelques coups de machette, Mamonjy entretient le bosquet d'acacias et eucalyptus replanté dans son village en 2012.

« Grâce à ce reboisement, on ne va plus se servir dans la forêt pour notre charbon ou notre bois de construction », se félicite-t-il.

« Un arbre, ça met du temps à pousser. Donc les effets ne sont pas visibles à court terme. On a besoin de projets qui durent longtemps pour espérer des changements de pratique », note Hélène Gobert. « Le message commence à passer et on commence à en voir des effets. Mais ce sera long car on parle de changements de mentalités sur des pratiques parfois millénaires », ajoute Matthieu Baehrel.

Les défis demeurent titanesques à l'échelle de ce territoire un peu plus grand que la France, où plus de 9 personnes sur 10 vivent encore sous le seuil de pauvreté.

Les paysans... mais pas qu'eux

C'est un fait. À Madagascar, la déforestation est provoquée par les agriculteurs. En partie. Car les plus gros destructeurs de l'environnement ne sont pas forcément les paysans malgaches quoi qu'en disent les organisations internationales toujours promptes à faire la morale aux populations des pays dits en développement.

« Quand ce sont les sociétés minières qui abattent les arbres sur des centaines et des centaines d'hectares, pour les besoins de leurs opérations extractives, même si cela va remettre en question la survie de milliers de personnes, on accepte », racontait l'année dernière Théo Rakotovao, chanteur de Mikea, alors qu'il s'opposait à un projet d'extraction d'ilménite à une quarantaine de kilomètres au nord de Tulear.

Ilménite, nickel et terres rares

Ce projet baptisé « Toliara sands », porté par les Australiens de « World titanium resources », a obtenu l'aval des autorités malgaches qui ont délivré des permis d'exploration - et d'exploitation - fin 2015, avant même toute étude d'impact sur l'environnement. Ce n'est finalement qu'en juin 2016 que l'Office national de l'environnement (ONE) émettait un avis



L'extraction minière est une cause majeure de déforestation à Madagascar, comme le trafic de bois précieux.

favorable alors même que le site empiète sur une zone naturelle sensible.

Le géant anglo-australien « Rio Tinto », via sa filiale QMM, extrait lui aussi, depuis une petite dizaine d'années, de l'ilménite à quelques encablures de Fort-Dauphin. L'implantation de l'usine d'extraction s'est faite au détriment de la biodiversité locale, le site empiétant sur une forêt littorale primaire.

Le projet Ambatovy - production de nickel - porté par le canadien Sherritt a, quant à lui, érigé une mine et construit un pipeline de 220 km en plein cœur du corridor Ankeniheny-Zahamena, l'un des plus grands vestiges de

la forêt dense humide de l'Est de Madagascar.

Quant aux Allemands de « Tantalus rare earth » qui ont aujourd'hui quitté la Grande île, ils avaient obtenu un permis d'exploration de terres rares sur une petite portion de forêt primaire (20 km²) au nord-ouest du pays durant la Transition (2009-2014), une période où les délivrances de permis miniers ont explosé.

Bien sûr, ces entreprises ne manquent pas de rappeler les investissements faits dans le pays, ou encore qu'elles participent à des programmes de reboisement. C'est ce qu'on appelle le « greenwashing », expression qui désigne

un procédé de marketing utilisé par une entité quelconque pour se donner une image écologique responsable. Bref, de la « com » avant tout.

Dans un rapport de 2013 sur l'environnement, la Banque mondiale expliquait qu'à Madagascar, « la réglementation du secteur minier a enregistré des progrès rapides ces dernières années... sauf en matière environnementale ». Deux ans plus tard, un rapport de l'Institut international de l'investissement durable indiquait que « le gouvernement manque de ressources humaines et financières pour appliquer et suivre le respect des obligations environnementales par les entités minières ».

En matière de déforestation, l'autre fléau reste l'exploitation illégale des bois précieux, comme le bois de rose. Là encore, les autorités locales ont fait preuve d'un certain laxisme, modifiant à plusieurs reprises la législation sur l'exploitation de ces arbres rares, menacés d'extinction selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), pour en faciliter le commerce. Les affaires sont les affaires...

En 2014, le pays a perdu près de 320 000 hectares de forêt selon la FAO, soit 2% du total.

F.B.